

En cette journée internationale du 25 novembre, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabakh. Nous clamons haut et fort notre solidarité avec nos soeurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression, avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté, aux femmes ouïghoures, persécutées.

Le 25 novembre nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent. A toutes celles que nous avons perdues.

En France, depuis 2017 ce sont 844 féminicides ayant fait plus de 1 000 enfants orphelin·es qui ont été commis par un conjoint ou un ex conjoint. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple et les enfants qui en subissent les conséquences ne diminue pas (**213 000 par an**) tout comme les viols ou tentatives (**94 000 par an**). La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (**97,3%**). Une femme en situation de handicap sur 5 a été victime de viol. **50%** des lesbiennes et **75%** des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et **85 %** des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe. **160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille.**

Au bout de 2 ans, le gouvernement veut supprimer la Commission Indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants sous prétexte que son travail est terminé. Nous exigeons son maintien.

Les femmes demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains. Le projet de loi « Asile et immigration » ne fera que dégrader encore plus leur situation et de toutes les femmes sans papiers.

Sur les lieux de travail plus de 8 000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel.

TOUTES CES VIOLENCES NE SONT PAS UNE FATALITÉ.

Pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes le dernier rapport de la Fondation des femmes, estime qu'il faudrait au minimum 2,6 milliards d'euros. L'État en dépense aujourd'hui 184,4 millions. On est loin du compte.

Disons stop aux annonces du gouvernement non suivies d'effet. Exigeons la mise en place d'une loi-cadre !

Exigeons l'obtention immédiate de 3 milliards d'€ pour combattre efficacement ces violences !